

Avis de Caritas Luxembourg concernant l'étude stratégique de Troisième Révolution Industrielle pour le Grand-Duché de Luxembourg, dite „Rifkin“

A la demande du Ministre de l'Economie Caritas Luxembourg décrit dans la présente ses réflexions sur l'étude stratégique de Troisième Révolution Industrielle pour le Grand-Duché de Luxembourg, dite „Rifkin“.

D'une part nous saluons la publication de cette étude, et nous félicitons le Ministre de l'Economie, la Chambre de Commerce et IMS pour avoir pris l'initiative. Il est en effet primordial d'attaquer toutes ces questions bien en avance, pour être bien armé afin de pouvoir diriger et mitiger les conséquences futures au lieu de leur être livré quand cela « nous tombe dessus ».

Cependant un certain nombre d'implications et de conséquences n'ont peut-être pas été oubliées, mais ont du moins pas reçu l'attention nécessaire et méritent donc d'être relevées dans cet avis.

Implications pour les travailleurs

Ils existent de nombreux cas où un danger d'exploitation est possible par

- des formes de co-working qui ne donnent pas droit à un salaire décent,
- des formes de (self-)entrepreneuriat atypique et forcé,
- des contrats de travail atypiques et plus précaires (en Angleterre ils existent déjà des contrats à 0 heures!),
- des conditions de travail dérégulées et précaires,
- le dumping social de gros style,
- de la mobilité forcée en matière d'emploi.

Il faut aussi mentionner le danger de devoir être à tout moment joignable. D'autres problématiques se présentent surtout en relation avec le télétravail :

- le danger de surveillance 24/24,
- le danger de self-exploitation et de surmenage sous la (fausse) impression d'être le maître de son emploi du temps,
- le danger de perdre ses contacts sociaux.

Concernant la suppression d'emplois, il faut noter un danger de perte d'emploi plus élevé surtout pour les emplois où peu de connaissances sont nécessaires. Et surtout un danger que des emplois soient supprimés uniquement pour réduire les coûts.

Cependant il ne faut pas répéter, parce que c'est bien connu, que le travail n'est pas seulement un moyen pour réaliser un salaire, mais sert aussi à s'épanouir, se réaliser, être productif, être reconnu ... : être humain !

Une autre conséquence de toujours moins d'emplois (et des salaires sous pression, voire même l'existence de shared economy et de prosumers etc.) sera que les montants des impôts et des cotisations sociales payés seront moins élevés. Ce qui mènera donc à la nécessité de trouver d'autres sources de financement comme p.ex. un impôt sur les robots, sinon les prestations de l'État et de la sécurité sociale ne sont plus garantis.

En relation avec des pays en voie de développement, qui ont été la cible de la délocalisation d'emplois en provenance des pays industrialisés, on a pu constater qu'une telle délocalisation, moins positive pour les pays industrialisés certes, profitait à ces pays en voie de développement. Des emplois délocalisés peuvent être rapatriés à l'avenir, s'ils sont remplacés dans les pays industrialisés par des robots, ce qui entravera les possibilités de développement des pays cible de l'ancienne délocalisation.

Implications pour les patients

Des robots qui prodiguent les soins à domicile, en maison de retraite ou en clinique diminueront les possibilités de contacts sociaux, ce qui sera spécialement néfaste pour les personnes vulnérables et exclues qui ont déjà moins de contacts sociaux que la moyenne.

Cela vaut aussi pour les personnes âgées pour qui souvent la personne soignante est l'unique contact humain, voire l'unique contact avec le monde extérieur. Le remplacer par un robot leur enlèverait ce dernier contact.

Dangers pour la société

- être toujours et à tout moment connecté, suivi, tracé, surveillé changera les échanges sociaux, les possibilités des associations (sportives, culturelles, sociales,...) et surtout la vie des personnes elles-mêmes.
- les profils des gens établis à travers les informations collectées électroniquement permettront de prédire leur comportement dans des élections (politiques aussi bien que sociales), lors de referenda etc.
- comme il est possible de demander à tout moment et sans le moindre coût l'avis des électeurs sur n'importe quelle question, cela changera notre démocratie, changera le comportement des électeurs et des élus, si jamais des élus sont encore utiles dans un tel système!
- s'y ajoutent des dangers pour la cohésion sociale par des inégalités croissantes et énormes:

- entre ceux qui ont perdu leur emploi et ceux qui ont un emploi non en danger,
- entre ceux qui savent manipuler les nouvelles technologies et en tirer profit et ceux qui déjà aujourd'hui subissent la fraction numérique.

Le pouvoir de négociation des syndicats risque de diminuer, et donc se pose encore avec plus de virulence qu'aujourd'hui la question, comment est organisée la distribution des résultats économiques entre employeurs et employés (entre capital et travail)?

En présence d'un nombre croissant de chômeurs, que deviendront des concepts comme "plein emploi", "emploi à temps plein à 40 h/sem", "activation à l'emploi", "l'emploi est le meilleur rempart contre la pauvreté" etc? Par quoi seront-ils remplacés? Quelles conséquences sociétales? Un concept comme celui de l'allocation universelle (bedingungsloses Grundeinkommen) devra-t-il remplacer notre RMG/Revis ainsi que les allocations de chômage etc?

Un autre danger d'appréciation consiste dans le fait que les effets secondaires ne sont pas suffisamment pris en compte :

- qu'il s'agit des frais environnementaux ou sociaux qui vont ensemble avec la production d'un tas d'appareils (instruments, machines, etc.) électroniques,
- ou qu'il s'agit des problèmes, aussi sociétaux, reliés aux exploitations minières de certains minéraux (comme p.ex. le coltan) dans des pays en voie de développement,
- ou encore qu'il s'agit encore des relations entre ceux qui construisent ces appareils et ceux qui en sont les consommateurs/utilisateurs.

Il sera donc nécessaire d'anticiper ces dangers et de mitiger ces implications et conséquences possibles par des mesures législatives appropriées:

- veiller à ce que les systèmes de sécurité sociale restent aptes à jouer leur rôle d'amortisseur de chocs dans ces périodes de grandes mutations; commencer dès aujourd'hui à programmer un fonds spécial à l'instar du Globalisation fund au niveau de l'UE,
- légiférer quant au télétravail, et dans le cas spécial du Luxembourg résoudre les problèmes d'imposition ensemble avec les pays voisins,
- compléter la législation du travail par des garde-fous nécessaires, y inclus la législation sur les conventions collectives de travail (p.ex. Convention collective obligatoire à partir de x employés),
- arranger ces changements au niveau européen pour ne pas se livrer à une bataille au moins disant dans ce domaine,
- prévoir en nombre suffisant des formations pour transférer les connaissances manquantes à ceux qui risquent de perdre leur emploi faute de qualifications requises ou parce que l'emploi n'existera plus, ainsi qu'à ceux qui ont déjà perdu leur emploi,
- adapter les systèmes d'imposition (directe et indirecte) et de sécurité sociale,

- comme la logique des moindres coûts se focalise sur l'entreprise et ne prend pas en compte les coûts qui surgissent au niveau de la société et en dehors de l'entreprise, il faut développer des mécanismes qui intériorisent ces coûts,
- utiliser la main d'œuvre libérée par le travail des robots non pas en la vouant au chômage, mais en créant de nouveaux emplois de support et d'accompagnement, pour éviter que la société devienne technique, froide et vide de sentiments humains,
- prévoir des systèmes d'aide et de coaching pour ceux qui ne peuvent pas manipuler les nouvelles technologies,
- installer et financer des lieux de rencontre pour parer à la perte de contacts sociaux,
- utiliser à fonds les possibilités qu'offre l'économie sociale et solidaire,
- influencer la distribution des revenus de marché,
- réorganiser les systèmes de redistribution,
- savoir quoi faire avec ceux qui durablement ne peuvent plus réintégrer le marché du travail.

Bien que Monsieur Rifkin ne cesse de nous démontrer que les coûts de production (marginaux) vont tendre vers zéro, des investissements énormes seront nécessaires pour garantir que nous puissions continuer à vivre dans une société viable au lieu d'une société technique et froide, ayant comme seul repère la réduction des coûts.